DIAL 3577

ÉQUATEUR - Comment la droite est-elle revenue au pouvoir ?

Juan Cuvi

mardi 18 mai 2021, mis en ligne par Dial

Dimanche 11 avril, le second tour des élections présidentielles équatoriennes a vu la victoire du candidat de droite, Guillermo Lasso. Nous publions dans ce numéro de mai deux articles d'analyse de ces résultats électoraux. Le premier texte, ci-dessous, a été rédigé par le journaliste équatorien Juan Cuvi et publié sur le site de la revue Nueva Sociedad *(avril 2021) Le second, écrit par Decio Machado [1] est paru sur le site Viento Sur le 16 avril 2021.*

L'accession à la présidence de Guillermo Lasso, un homme politique et banquier conservateur, marque un virage à droite pour le pays. Ce résultat révèle la résistance au corréisme [2] et le poids du vote blanc soutenu par le mouvement indien. Il marque le début d'un scénario complexe avec un président aligné au plan idéologique sur le néolibéralisme.

Le processus électoral de 2021 restera dans les mémoires comme une anomalie : trois candidats ont participé au second tour, au lieu des deux officiellement proclamés par l'autorité électorale. En effet, les dénonciations de fraude présentées par le candidat du mouvement Pachakutik, Yaku Pérez, ont fait de lui en pratique un troisième candidat lors du ballottage. Et ce n'est pas qu'avec sa décision il ait pu faire pencher la balance en faveur de l'un ou l'autre des finalistes, ce 11 avril, mais c'est parce que sa proposition de voter blanc a soustrait des voix aux deux candidats. Avec presque 97% des scrutins dépouillés, Guillermo Lasso, du mouvement Creando oportunidades (CREO) [Créer des opportunités], s'imposait avec 52,52% des voix contre 47,48% pour le corréiste Andrés Arauz et le vote blanc avoisinait les 17% (il était déjà élevé au premier tour).

Bien qu'il ait été impossible formellement de prouver la fraude dénoncée lors du premier tour, il y a des indices qui abonderaient dans ce sens. Il suffit d'indiquer les plus évidents pour comprendre l'ampleur des faits : dans la nuit du 7 février, la présidente du Conseil national électoral (CNE) annonça, sur la chaîne nationale, que Pérez était passé au second tour derrière le jeune Arauz, un ancien fonctionnaire de Rafael Correa. Jusqu'au jour suivant les votes confirmaient une tendance irréversible en faveur du candidat de Pachakutik. Cependant cette différence s'est inversée grâce à l'inclusion de dernière heure du contenu de milliers d'urnes de la ville de Guayaquil, un bastion de la droite avec de piètres antécédents pour ce qui est de la transparence électorale. En dépit de l'accord passé le 12 février en présence de l'autorité électorale et des délégations internationales, Lasso refusa d'ouvrir les urnes dans lesquelles avaient été détectées des irrégularités. Plus encore, après la découverte des 612 votes additionnels en faveur de Pérez trouvés après l'examen de seulement 28 urnes, le CNE n'a pas ordonné la révision des 20 000 votes suspects. Un match nul technique de cet ordre, entre Pérez et Lasso, ne méritait-il pas une confirmation plus minutieuse des résultats ?

Au cours des trois semaines suivant le premier tour électoral, les actions légales intentées par Pachakutik ont obligé les groupes de pouvoirs économiques, les grands médias de communication et l'autorité électorale à fournir des éclaircissements. C'est-à-dire tout ce qu'on pourrait considérer comme le système

politique dans son ensemble. Le succès électoral du mouvement indien contredisait toutes les prévisions et tous les calculs. Mais pas seulement : il menaçait la dynamique du pouvoir. Bien que Yaku Pérez ne puisse pas être qualifié à strictement parler d'*outsider*, il incarne vraiment un projet avec des alternatives cruciales : autant la restriction du modèle extractiviste que l'autonomie territoriale liée à la plurinationalité impliquent une sérieuse remise en question de la logique de domination capitaliste.

Le plus spectaculaire a été l'adhésion du candidat et de la hiérarchie correiste à la thèse de Lasso. L'ex-président Correa en personne s'est déclaré ouvertement, depuis la Belgique, contre les dénonciations de fraude et a ratifié la décision finale du CNE. À première vue l'explication de cette prise de position est simple : dans les simulations électorales pour le second tour, Pérez battait largement Arauz, tandis que celui-ci avait plus de chances face à un banquier conservateur tel que Lasso. Néanmoins des éléments d'une plus grande complexité existent pour expliquer cet accord tacite entre la droite et le corréisme.

Le succès électoral de Pachakutik au premier tour – le parti aura le second plus grand bloc à l'Assemblée nationale – et les soupçons d'irrégularités ont établi une ligne claire de démarcation avec la politique conventionnelle. Si Lasso a semblé être l'expression de la vieille politique oligarchique, Arauz a lui été vu comme la manifestation d'une politique en nette décomposition. À aucun moment il n'a pu effacer l'image de corruption qui colle au corréisme. Plus encore, au cours de la campagne ont été révélés des faits troublants qui impliquaient directement le candidat dans des actions irrégulières. Par exemple l'accusation de signature de contrats surfacturés pour un festival d'arts dans la ville de Loja ou de contrats pétroliers avec la Chine, dommageables pour l'Équateur.

Dans ces conditions il était inévitable que Pérez soit investi comme candidat antisystème, catalyseur de la lassitude et de la déception d'une grande partie des citoyens, la synthèse de différentes revendications sociales. En effet, la candidature de Pachakutik a dépassé largement ce qui pourrait être considéré comme un vote organique des organisations sociales de gauche et un vote d'identité ethnique. Sa pénétration dans les zones historiquement interdites à une candidature indienne, comme certaines provinces de la Côte équatorienne, reflète un changement drastique de la conduite électorale de divers secteurs sociaux. Des 27 parlementaires élus par Patchakutik, deux sont de la province de Guayas et El Oro, un résultat inimaginable il y a peu.

Au final la dénonciation de fraude, qui était d'abord une revendication de droits et de transparence électorale s'est convertie en un positionnement stratégique, une remise en question d'un système politique excluant et antidémocratique. Le vote blanc, décidé par la majorité de la Confédération des nations indiennes de l'Équateur (CONAIE), a été la conséquence évidente et cohérente de cette remise en question qui pointait l'illégitimité des autres candidatures – c'est-à-dire l'illégitimité du système dans son ensemble. Ce n'est pas un hasard si, pour cette raison, toutes les voix de l'establishment ont, à l'unisson, condamné cette décision. Plus encore, aussi bien les porte-paroles de Lasso que ceux d'Arauz ont convergé dans leur argumentation pour rejeter le vote blanc car il était supposé favoriser le rival. Ainsi, la dimension du vote blanc a fini par faire de Pérez le troisième exclu du second tour électoral.

Lasso a inversé la tendance

Dans ce cadre-là, et à la lumière des résultats du 11 avril, on peut tirer une première conclusion : c'est la droite qui a fait les bons calculs, et non le populisme correiste. L'acharnement de Lasso à passer au second tour, y compris en trahissant sa parole, a une justification : il savait qu'en dépit de la marge importante obtenue au premier tour (32,7% contre 19,7%), Arauz était un candidat facile à battre. Non seulement en raison de la pauvreté de son discours, de sa docilité, et du discrédit du corréisme, mais aussi parce que les stratèges de la campagne de Lasso, avec Jaime Durán Barba à leur tête, avaient quelques atouts dans leur manche. Voyons lesquels.

Le point d'inflexion à la course présidentielle a été le débat entre les deux candidats finalistes. L'équipe de campagne de Lasso connaissaient les limites insurmontables de Arauz sur ce terrain. Sa médiocre prestation lors du premier débat obligatoire, avant le premier tour, laissait entrevoir une situation désavantageuse pour le candidat du corréisme. En outre Arauz refusa de participer à un autre débat

organisé par les médias ce qui soulignait ses faibles capacités pour la joute médiatique. Même s'il était un mauvais candidat, Lasso put faire balancer les résultats en sa faveur. En outre il usa d'une ruse rhétorique qui fut dévastatrice. La phrase « Andrés, ne mens pas encore une fois » dont il martela le débat inonda en quelques heures aussi bien les réseaux sociaux que la scène politique.

L'idée d'un candidat qui ne disait pas la vérité a été habilement imposée. La révélation d'une relation de travail d'Arauz avec le gouvernement de Lenín Moreno, en tant que fonctionnaire de la Banque centrale, que celui-ci tenta de démentir avec de faux arguments, a été utilisée comme fer de lance de la campagne dégradante de Lasso. En complément de cette révélation, a aussi été utilisé l'encaissement d'une indemnisation juteuse lors de sa démission à cette charge, en pleine pandémie et après plusieurs années en congé sans solde. L'image de « *pipón* » (bureaucrate parasite en jargon populaire) a fait des ravages. La chute finale a été provoquée par l'échec de l'accord avec la CONAIE, qui été claironné haut et fort après l'appui du dirigeant Jaime Vargas à Arauz, mais rapidement démenti par la majorité de la confédération indienne.

Le recours à une campagne dégradante a connu de meilleurs résultats pour la candidature de Lasso, à partir d'une constatation très simple : il était très difficile d'étaler au grand jour les failles du candidat de droite car le pays les connaît depuis sa première bataille électorale. Il est banquier, il est multimillionnaire, il possède des propriétés, il est néolibéral et ultraconservateur, il a collaboré avec divers gouvernements, il a approuvé des politiques en faveur des entreprises… rien de nouveau qui puisse renforcer la vision négative. Quelques propos diffusés dans le but de l'attaquer ont eu l'effet inverse et ont dû être démentis.

À l'inverse, le jeune Arauz a été trop vulnérable dans ce domaine. Son principal dilemme a été de s'affranchir du poids du gouvernement de Rafael Correa sans rompre avec le corréisme. Cet ancrage dans le passé a été utilisé habilement par son rival, au point de faire oublier ses atouts, la jeunesse et le renouvellement qu'il voulait incarner durant la campagne. La présence de Pérez n'a fait que renforcer les choses, ce dernier apparaissant non seulement comme une alternative réelle mais aussi comme un renouvellement du discours et de la pratique politique. Patchakutik a occupé amplement l'espace de la gauche et a relégué Arauz dans le camp des forces traditionnelles. Le candidat du corréisme a fini par être assimilé au passé. Le 11 avril Arauz a surtout gagné sur la Côte, mais perdu dans la Sierra et en Amazonie.

Ce dernier point est à lier étroitement avec un autre facteur que les stratèges de la campagne d'Arauz ont été dans l'impossibilité de contrôler : l'intervention de Belgique de l'ex-président Correa dans la campagne. Ce facteur avait déjà été noté et analysé dans les campagnes antérieures. Par exemple, après la défaite électorale de 2014, quand Alianza País a perdu les principales municipalités du pays, en particulier celle de Quito. Lors des élections de 2021, l'image d'un candidat inféodé à la tutelle omniprésente du leader, ajoutée à la résistance significative que suscite Correa depuis quelques années, a couronné ce mélange détonnant. La contradiction est devenue impossible : la base qui a donné à Arauz le vote dur du corréisme s'est converti en plafond qui l'a empêché de dépasser la barrière des 50% de votes valides.

Durant plusieurs semaines on a assisté à une série de tentatives visibles mais infructueuses pour imposer à Correa de faire profil bas. Le camp de Lasso a eu clairement conscience qu'il y avait là une opportunité. Une bonne part de la stratégie a consisté en des attaques contre l'ex-président pour le forcer à intervenir dans la campagne et soustraire ainsi des voix à Arauz. La tiédeur avec laquelle le candidat du corréisme a voulu compenser les invectives et les agressions de son tuteur ont provoqué un court-circuit catastrophique. L'épisode le plus connu a peut-être été la déclaration d'Arauz de ce que « la haine n'est plus à la mode » par laquelle il a voulu prendre ses distances avec le passé corréiste. Cela s'est terminé avec ce qui en jurisprudence est connu comme une confession de participation, absolument préjudiciable à la stratégie de construction d'une image de nouveauté et de renouvellement pour le candidat.

La gauche après le 11 avril

Après 35 ans de démocratie formelle, un représentant officiel du secteur entrepreneurial accède au gouvernement de façon directe. À la différence de León Febres Cordero, dont le triomphe en 1984 inaugura à nouveau le vétuste régime oligarchique équatorien en plein apogée néolibéral, Lasso doit faire face à une crise multiple difficile à résoudre. La seule prolongation de la pandémie du Covid 19 implique un blocage politique permanent.

Les réponses que donnera éventuellement le prochain gouvernement ont été anticipées avec une transparence suffisante : ouverture à l'investissement étranger, accord avec le Fonds monétaire international (FMI), dynamisation du secteur privé de l'économie, priorité à l'exploitation minière des métaux, flexibilité du travail, approfondissement du modèle productif basé sur l'extraction des ressources naturelles… c'est-à-dire tout un ensemble de stratégies et de politiques néolibérales. Néanmoins, les conditions dans lesquelles se trouve le pays ne sont pas favorables à l'application de ce modèle dans un pays dollarisé. Le soulèvement populaire d'octobre 2019 a mis en évidence la persistance de profonds problèmes structurels impossibles à résoudre dans le contexte d'une économie libérale. Les exigences du mouvement indien (État plurinational) et des autres mouvements sociaux (droits divers) apparaissent en première ligne.

Dans ces circonstances, le poids symbolique du vote blanc définira les termes du conflit politique à venir. L'ombre de la fraude électorale et la faible légitimité du prochain gouvernement font du mouvement indien un interlocuteur politique fondamental. Avec l'ancien christianisme social, Pachakutik est la seule force qui a non seulement réussi à survivre à la débâcle des partis mais a accru sa représentativité. En outre, il peut conjuguer la pression parlementaire avec la mobilisation sociale. Pour l'instant il a repris des mains du corréisme le flambeau de la gauche.

Cette situation lui permet de s'imposer avec plus de force sur la prochaine scène politique. Face à l'hégémonie fragile de la droite, qui n'aura pas la majorité au Parlement, et à la lente détérioration du corréisme, Patchakutik et les mouvements sociaux peuvent rendre réelle la perspective d'une troisième voie entre les deux blocs. Un programme de gouvernement existe (la Minka pour la vie), ainsi qu'un agenda avec ses lignes stratégiques (la plurinationalité, la défense de la nature, les droits des femmes) qui placent ce secteur sur la rive opposée à celle d'un système politique ankylosé.

L'autonomie territoriale des peuples et des nations indiennes, les restrictions à la déprédation de la nature ou la dépénalisation de l'avortement, pour ne citer que les thèmes les plus urgents, ont dessiné dès le début un champ de l'affrontement avec la droite et le populisme corréiste. Les résultats du second tour permettent de renforcer ce positionnement.

Le scénario est cependant complexe. Le corréisme ne renoncera pas à sa tentative d'incarner l'opposition à Lasso et de restaurer son image progressiste en déclin. C'est son unique chance pour ne pas se disperser et disparaître pendant les quatre prochaines années. Entre l'annonce d'une victoire au premier tour et sa défaite finale aux élections, il y a un abîme insondable.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3577.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Nueva Sociedad, 26 avril 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir, du même auteur, DIAL 3425 - « ÉQUATEUR - Nouvelle dispute pour le pouvoir et 3508 - « ÉQUATEUR - « Le plus intéressant dans le processus récent de luttes populaires, c'est l'émergence de nouveaux leaderships » : Entretien avec Decio Machado.

[2] Rafael Correa a été président de la République d'Équateur du 15 janvier 2007 au 24 mai 2017 – NdlT.